

**Général Habib Ammar**

## **Parcours d'un soldat : entre le devoir et l'espoir**

(...) Nous avons peaufiné notre projet dans ses moindres détails et ce n'est que le 5 novembre que nous avons mis au courant nos principaux lieutenants. Ensuite, nous nous sommes rendus au domicile de Si Hédi Baccouche pour l'informer des détails du plan et le charger de préparer la déclaration du 7 novembre (voir annexe). Dieu allait soutenir notre action car elle était destinée à sauver notre Tunisie.

Le 6 novembre, nous nous sommes rendus chacun à son bureau comme d'habitude et nous sommes restés en contact permanent pendant toute la journée en faisant très attention pour que tout se déroule à l'ordinaire aux yeux de tous, chacun, de son côté, préparant son plan d'action dans la discrétion la plus absolue.

A partir de 20 heures, Ben Ali, en tant que Premier ministre, a convoqué dans son bureau le ministre de la Défense, Slahedine Baly, le ministre de la Santé, les médecins traitants de Bourguiba, les chefs d'états-majors de l'armée, Si Hédi Baccouche, ainsi que le directeur général de la Sécurité militaire, le général Youssef Ben Slimane, que nous avons eu du mal à trouver pour qu'il rejoigne à son tour le ministère de l'Intérieur, etc.

Pour ma part, à la caserne de l'Aouina, j'ai préparé mes unités de la Garde nationale en lesquelles j'avais une confiance aveugle, et en particulier celles relevant des unités spéciales d'intervention, « les commandos », sous les ordres du colonel Mahmoudi, à qui je rends un vibrant hommage pour son courage et son patriotisme. Leur mission consistait à procéder à la relève de la Garde présidentielle. J'ai insisté d'ailleurs, lors de nos réunions à la Soukra, sur le fait que seules les unités de la Garde nationale devaient participer à cette opération.

J'ai dû attendre que la ligne téléphonique de la région Carthage-la Marsa soit coupée par un agent de la Sûreté nationale, M. Abdelkrim Ghouma, un fidèle de Ben Ali, pour me rendre à 23h30 au ministère de l'Intérieur. A mon arrivée, Ben Ali me présenta en aparté Rafik Chelly, directeur de la Garde présidentielle, afin de m'accompagner et procéder à mes côtés à la relève de la garde du palais. J'ai, par la suite, quitté le ministère de l'Intérieur en cadré par deux commandos et accompagné de Chelly, qui a pris place dans ma voiture. On s'est d'abord rendu à la caserne de l'Aouina, où mes unités étaient prêtes pour le départ. Aux alentours de 1h30 du matin, le convoi que je dirigeais a quitté la caserne et pris la direction du palais de Carthage.

Arrivé sur les lieux, j'ai procédé à l'installation de mes unités et chargé le colonel Hédi Ben Salah, commandant des blindés, de placer ses engins autour du palais et de couper la route entre la Marsa et Carthage. J'ai procédé aussi, sur le côté maritime, à l'installation d'une vedette de surveillance commandée par le capitaine Faouzi Zaatir, avec lequel j'étais en contact radio. Par la suite j'ai entamé la relève de la garde encadré par deux commandos armés, capitaine Bougrine et colonel Mahmoudi.

La relève n'était pas une opération facile. Elle nécessitait beaucoup de calme et d'autorité afin d'être convainquant et d'éviter qu'un dérapage se produise, car un seul coup de feu aurait pu faire échouer tout le plan. Il s'agissait de prendre les armes de la Garde présidentielle, composée de gardes nationaux et de policiers, et de les remplacer par les commandos de la Garde nationale. Il fallait donc leur présenter, avec beaucoup de calme, de sérénité et d'aplomb des justifications persuasives pour que tout se passe sans aucun incident. Le principal argument que nous développions était que le président Bourguiba était en danger et qu'une attaque terroriste était en cours et visait le palais.

Les deux premières relèves de gardes en faction se sont déroulées sans accrocs. La troisième concernait un gradé de la Garde nationale qui, agité et nerveux, refusa catégoriquement de remettre son arme, la chargea et menaça de nous tirer dessus. Mes hommes réagirent immédiatement en pointant sur lui leurs mitraillettes. J'ai malgré tout pris le risque d'avancer calmement vers l'intéressé en me présentant comme étant son supérieur de la Garde nationale. Il était en état d'extrême nervosité mais j'ai continué à avancer en lui donnant l'ordre ainsi qu'à mes hommes de baisser immédiatement les armes. C'est à ce moment-là qu'il s'est finalement résigné à me remettre son fusil. Nous poursuivions la relève à l'intérieur de la cour du palais lorsqu'un autre gradé a, lui aussi, résisté. S'agissant d'un élément de la police, c'est Rafik Chelly qui l'a convaincu de remettre son arme.

Lorsque nous sommes arrivés à la grande place devant la porte d'entrée du palais, contre toute attente, la silhouette frêle de Saïda Sassi est apparue à la fenêtre pour demander aux gardes d'arrêter le bruit du côté de la mer qui troublait le sommeil du président. Cette intrusion inattendue fut troublante et, heureusement, sans incidence sur le reste des opérations puisque j'ai contacté de suite le capitaine Zaatir par radio, lui donnant l'ordre de jeter l'ancre et d'arrêter les moteurs de la vedette.

Je tiens à préciser qu'aucun de mes hommes n'est entré à l'intérieur du palais et que le président Bourguiba a poursuivi son sommeil tranquillement. Le lendemain, à son réveil, seul son personnel habituel a été autorisé à accéder à l'intérieur du palais.

Une fois l'opération terminée, j'ai appelé Ben Ali par RTM, vers 3h30 du matin, pour lui dire : « Alhamdoulillah'alaessalamah. Tout s'est passé correctement et sans incident, wa mabrouk, Monsieur le président ».

(...)

Je quittais donc définitivement le palais pour me rendre à la caserne de l'Aouina en bus et en compagnie du personnel relevé de la Garde présidentielle. A peine arrivé, j'ai entrepris avec mes unités de la Police et de la Garde de ramener à la caserne tous les ministres et responsables des hautes fonctions sensibles pour les mettre sous contrôle. Le dernier arrivé était Mansour Skhiri, super-ministre (Equipement, Tourisme ...) qui se trouvait à Tozeur. Il fut ramené dans la nuit par le commissaire Azzeddine Jnayah.

L'unique bavure qui a entaché cette opération était celle dont a été victime Habib Bourguiba Junior, qui n'était pas prévu sur la liste des personnes à ramener à l'Aouina et qui l'a été par erreur.

Une fois cette opération terminée, Ben Ali a pu faire sa fameuse Déclaration du 7 Novembre, vers 6h30 du matin. C'est ainsi que ma mission a été accomplie lors de cette longue nuit du 6 au 7 novembre 1987 : en effet, je n'ai littéralement pas fermé l'œil durant 72h. »